

**Libye - Briefing sur la MANUL -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 05 septembre 2018)

Monsieur le Président,

Je souhaite tout d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général Ghassan Salamé, pour son intervention d'une grande force et d'une grande clarté sur les dernières évolutions en Libye, comme je souhaite remercier l'ambassadeur de Suède pour son exposé sur les travaux du comité de sanctions.

1/ Je commencerai par joindre ma voix à celles qui viennent de s'exprimer, pour faire part de la forte inquiétude de la France devant les récents développements à Tripoli. La capitale libyenne connaît depuis dix jours une grave dégradation de la situation sécuritaire, avec de lourdes conséquences humanitaires, susceptibles de mettre en danger le processus politique.

Ces affrontements ne sont pas acceptables et la France s'est exprimée, avec ses partenaires comme à titre national, pour condamner les violences et appeler les acteurs à y mettre fin. Nous saluons les efforts et l'engagement du Secrétaire général des Nations unies et du Représentant spécial, qui ont permis de parvenir à un cessez-le-feu hier. Nous restons résolument engagés à leurs côtés, et au sein de ce Conseil, pour que ce retour au calme soit effectif et durable.

2/ Dans ce contexte, et c'est mon deuxième point, la lutte contre tous ceux qui mettent en danger les fragiles équilibres politiques et profitent de la situation pour détourner les ressources économiques libyennes, doit rester notre priorité.

Le rapport du Secrétaire général est très clair sur ce point et le Représentant spécial l'a souligné plusieurs fois devant ce Conseil : la prédation économique met en péril l'ensemble des équilibres politiques, sécuritaires et sociaux de la Libye. Les derniers affrontements de Tripoli semblent bien avoir été motivés pour partie par des motifs financiers.

La situation humanitaire reste également préoccupante, en particulier la situation des migrants et réfugiés qui font l'objet de violations des droits de l'Homme. La France appelle donc les autorités libyennes à tout mettre en oeuvre pour que les migrants et les réfugiés soient traités dignement, en lien avec la communauté internationale. Il s'agit d'une priorité en matière de protection des droits de l'Homme et de lutte contre la criminalité organisée, qui sera d'autant mieux assurée lorsqu'un règlement politique en Libye aura conforté les institutions nationales libyennes.

Il est important que la communauté internationale rappelle que tous ceux qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité de la Libye s'exposent à des sanctions internationales, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité.

3/ Dans ce contexte, Monsieur le Président, c'est mon troisième message, il est plus que jamais essentiel d'avancer dans la transition démocratique en Libye. Dans cette période délicate, il est d'autant plus important de réaffirmer unanimement notre soutien à la feuille de route de Ghassan Salamé, comme nous l'avons fait le 16 juillet dernier. Les acteurs libyens doivent y travailler avec le représentant spécial pour avancer dans le processus politique sans retarder les échéances au prétexte que la situation ne le permettrait pas.

Monsieur le Président, ne nous y trompons pas en effet : l'ennemi de la Libye et des libyens, c'est le statu quo. Car le statu quo fait le lit de l'économie de prédation, comme il fait le lit de tous les trafiquants et de la criminalité organisée qui sont eux-mêmes comme un acide qui vient détruire nos efforts communs. Nous ne pouvons pas le permettre.

C'est pourquoi il est crucial d'aller de l'avant dans la direction claire tracée par Ghassan Salamé. Pour cela, monsieur le Président, mesdames et messieurs, il est essentiel d'organiser des élections dans le calendrier agréé à Paris le 29 mai dernier, par les quatre acteurs clés de la scène politique libyenne devant la communauté internationale : adoption d'une base constitutionnelle, et tenue des élections présidentielles et législatives le 10 décembre. Le respect de ces engagements est indispensable pour sortir de l'immobilisme qui ne fait que nourrir l'instabilité. Les Libyens ont besoin d'avancer et veulent des élections : l'engouement pour l'inscription sur les listes électorales comme les sondages réguliers à ce sujet sont sans équivoque. C'est également la première observation que tire le Secrétaire général dans le rapport que nous examinons aujourd'hui.

Alors que nous allons renouveler d'ici peu le mandat de la MANUL, la France reste pleinement engagée afin d'appuyer la mise en oeuvre de la feuille de route du Représentant spécial, en particulier pour ce qui concerne la préparation des élections. La France apportera son soutien au renouvellement pour un an du mandat de la MANUL, afin de poursuivre la dynamique politique engagée et de lui donner une nouvelle impulsion. Je réitère au nom de la France à Ghassan Salamé notre pleine confiance ainsi que notre entier soutien et souligne la nécessité pour ce Conseil de rester fermement uni en appui aux efforts du Représentant spécial, en appui des efforts des Nations Unies.

Je vous remercie./.